

LA PRESSE EN REVUE...



JEUDI 7 MAI 2015

SOMMAIRE

- 1) Pourquoi pas !
- 2) A la recherche d'idées nouvelles
- 3) Moins de fric pour...
- 4) Une réforme de plus
- 5) La Jeanne en examen ?
- 6) Le retour de Tapie
- 7) 2017 est en marche...
- 8) Un contre-projet



Gérard Diez La Presse en Revue

I) Ségolène Royal, dernière arme anti-Le Pen ?



Ségolène Royal en avril 2015 à Ajaccio. (AFP / PASCAL POCHARD-CASABIANCA)



Par Serge Raffy

La ministre de l'Ecologie est-elle la dernière socialiste capable de séduire les classes populaires et d'aider François Hollande à remonter la pente ?

Qui, à gauche, parle encore au peuple ? Selon nombre de sondeurs, il ne reste plus que Ségolène Royal. Jean-Daniel Lévy, de l'institut Harris Interactive, explique par exemple :

“ Ségolène Royal n'aurait jamais utilisé l'expression 'inversion de la courbe du chômage'. Elle aurait plutôt parlé de la réduction du nombre de chômeurs...”

Détail sémantique ? Pas seulement. Et si la ministre de l'Ecologie était l'arme anti-Marine Le Pen dont François Hollande a impérativement besoin pour avoir encore une chance de concourir à nouveau à l'élection présidentielle ? Et d'atteindre le second tour...

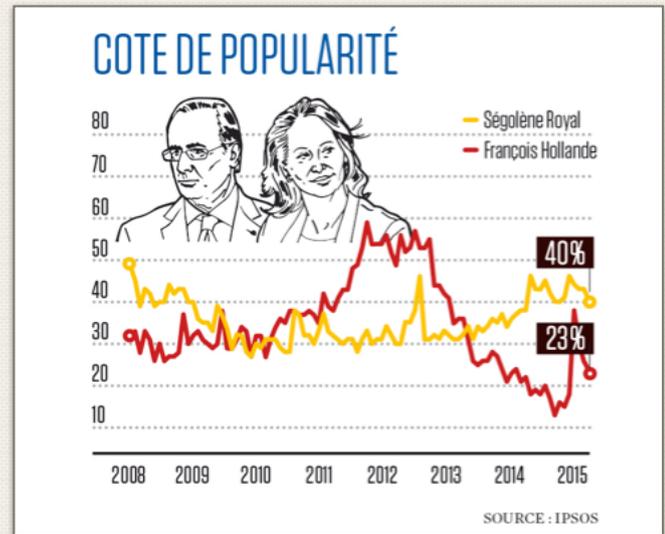
Jérôme Fourquet, directeur du département opinion de l'Ifop, explique :

“ Cette hypothèse est encore fragile, mais pas absurde. Ségolène Royal a encore des capteurs de cette 'France des invisibles', ces 'périurbains' que le PS a perdus en chemin et qui sont partis grossir les rangs du FN. Il faut savoir que cette France des oubliés voit les dirigeants socialistes comme des touristes dans leur propre pays. Ségolène, elle, a les pieds dans la glaise. C'est sa force, mais attention, il ne faut pas oublier qu'à la primaire socialiste de 2011 elle n'a obtenu que 7%... »

Dégringolade

Le profil de Ségolène Royal, susceptible de séduire les classes populaires, contribue à corriger l'image d'un François Hollande trop souvent perçu comme un président en goguette. Cela reste le problème central du chef de l'Etat. Effacer cette image désastreuse de dilettante qui lui colle à la peau, lui qui travaille quinze heures par jour et qui multiplie les voyages sur le terrain pour reprendre

contact avec la France qui souffre.



Infographie L'Obs

Or, malgré tous ses efforts, côté sondages, rien ne bouge. Sa cote tourne invariablement, dans les meilleurs cas, autour de 20% d'opinions favorables. Comment freiner la dégringolade ?

Serge Raffy

nouvelobs.com

II) Le passé de l'avenir socialiste

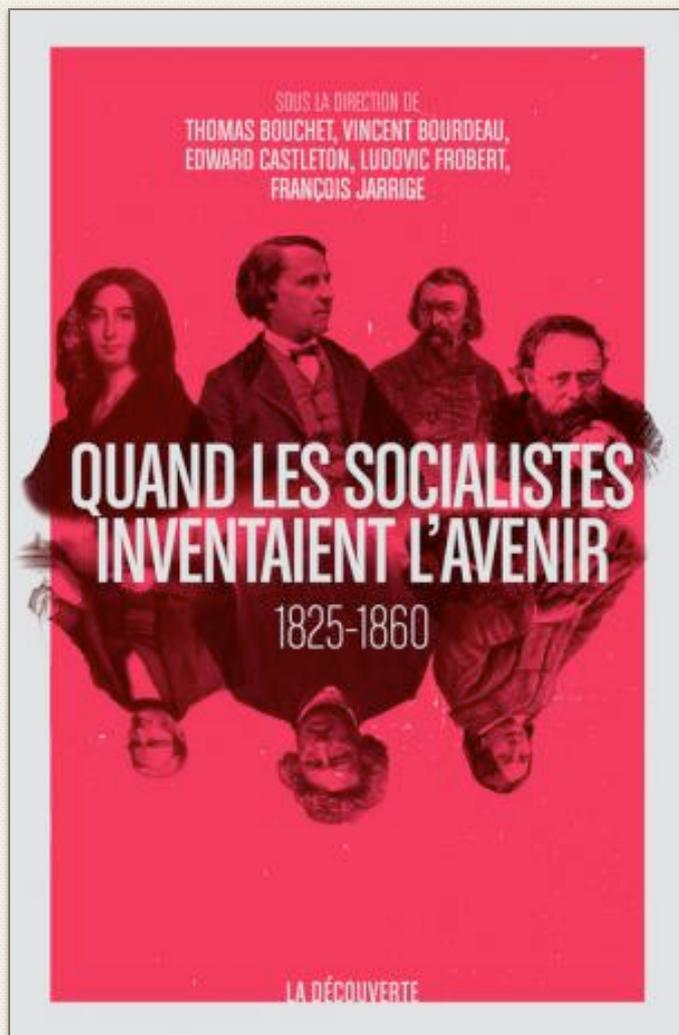
Par Joseph Confavreux

Trois ans tout juste après l'élection de François Hollande à la présidence de la République, il est nécessaire, et parfois douloureux, de se replonger, comme le fait un collectif de chercheurs, dans une période où « les socialistes inventaient l'avenir ».

Un collectif d'historiens, économistes et philosophes publie un ouvrage dont le titre, Quand les socialistes inventaient l'avenir (1825-1860), résonne avec vigueur à l'heure où le parti socialiste ne semble guère préparer autre chose que de nouveaux renoncements et de prochaines défaites.

Cette dénonciation de ceux qui se baptisent « socialistes » en vidant le terme de sa substance ne date toutefois pas d'hier. Dès 1849, Proudhon

notait, au moment où l'espoir d'une république sociale issue de la révolution de 1848 venait d'être anéanti par les partisans d'une république se disant réaliste, qu'il y avait « charlatanisme et lâcheté à parler éternellement socialisme, sans rien entreprendre de socialiste ».



Pourtant, la lecture de ce volumineux ouvrage permet de « retrouver un temps, pas si lointain, où les crises sociale et politique étaient prétexte à une réforme complète de l'entendement, à une révision des concepts sociaux, et alimentaient le désir d'expérimenter de nouvelles formes de vie sociale ».

Pour ses auteurs, alors que la « gauche devrait pourtant avoir le vent en poupe » puisque, depuis 2008, « pas une journée ne se passe sans que les médias ne se fassent le relais des inquiétudes de l'opinion et de l'impuissance des gouvernements face à la faillite de l'économie du monde occidental », il est donc nécessaire de se replonger dans une histoire largement oubliée.

Celle-ci permettrait en effet, alors que le socialisme contemporain n'est plus guère évoqué que pour ses divisions ou ses insuffisances, de «

retrouver la diversité des possibles oubliés, d'explorer une période à la fois plus optimiste et plus exubérante, où la fragmentation des voix socialistes doit être comprise comme un indice de force davantage que de faiblesse ».

Depuis leur éclosion dans le premier tiers du XIXe siècle, les contributions des socialistes dits « utopistes », « romantiques » ou « associationnistes » ont été victimes d'un enfouissement lié, notamment, à une lecture marxiste qui n'y voyait qu'un « brouillon utopiste », voire une idéologie inconséquente et fantaisiste.

Pourtant, montrent les auteurs, il s'agit plutôt « d'expérimentations riches qui, le plus souvent sous des formats audacieux et créatifs, imaginent des réformes sociales, économiques, politiques et morales avec une dimension réaliste remarquable. Ces exigences apparaissent dans la façon d'appréhender les institutions sociales, mais aussi dans le rapport à la technique et à l'innovation, à l'art et à la littérature, dans l'appréhension des formes de sociabilité, dans les rapports de genre, dans la façon de repenser les nationalités, de réconcilier l'Orient et l'Occident alors que s'engage l'expansion coloniale ».



François-Vincent Raspail

Le mot socialisme lui-même apparaît entre la fin du XVIII^e siècle et le milieu du XIX^e siècle, dans un contexte flou et polémique, et garde durant des décennies une signification flottante. Mais s'intéresser à ses origines permet peut-être de desserrer un sentiment d'impuissance aussi bien politique qu'intellectuel sur « tout ce qui peut servir à améliorer indéfiniment l'état moral et physique de la société humaine », pour reprendre la définition que Raspail donnait du socialisme.

Pour les auteurs de ce livre collectif, en effet, « nous avons affaire à une crise intellectuelle, à une incapacité, alors même que les idées neuves ne manquent pas, à articuler théorie et pratique ». Or, au contraire de ce qui se passe aujourd'hui, « les premiers socialistes estiment qu'il ne suffit pas que la société souffre, que les gaspillages et les destructions s'accumulent, que les crises se répètent pour qu'émergent les mouvements politiques et sociaux réformateurs ou révolutionnaires. Encore faut-il qu'apparaissent une conscience vive et une connaissance précise de ces pathologies ». Pour eux, il s'agit donc de « multiplier les expériences en vue d'améliorer les situations concrètes ».

Afin de cerner cet « ensemble d'expériences du premier socialisme français », les auteurs ont choisi de se concentrer sur les nombreux journaux publiés par ces diverses ramifications de la pensée socialiste, en notant que la diffusion restreinte de certains de ces titres est compatible avec un écho réel bien plus important : « C'est l'époque des réunions dans les arrière-salles d'un marchand de vin à Belleville ou, comme l'indique Joseph Benoît à propos des communistes lyonnais, dans les bois. Les articles sont alors lus à haute voix par un étudiant ou un artisan lettré devant un public ouvrier. » Ce qui permet aux journaux de pénétrer les cercles d'une élite ouvrière et républicaine même quand ils ne touchent pas un public plus large. L'ouvrage est ainsi composé de brèves monographies de publications issues du monde socialiste et ouvrier, et de leurs métamorphoses entre 1825 et 1860, articulées autour de trois périodes.

« Nous allons devoir forger un nouvel espoir »

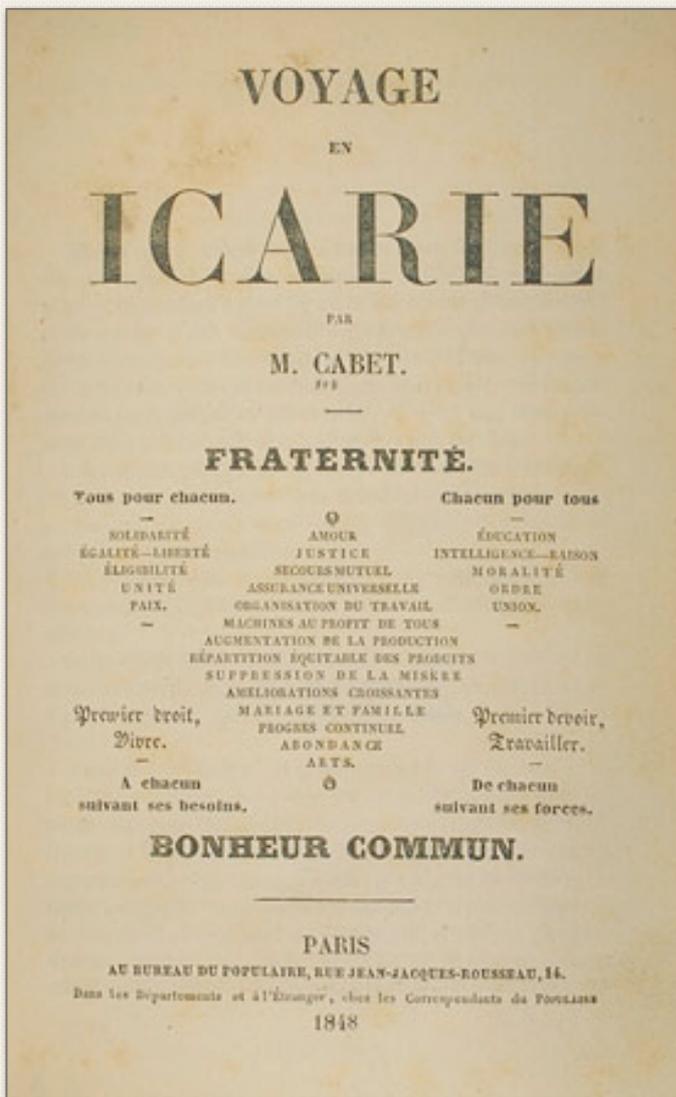
Les « premières impressions » vont de 1825 à 1835, durant laquelle les journaux sont corsetés, notamment par la loi de 1827 dite « de justice et d'amour » qui accentue en réalité les contraintes pesant sur la presse d'opposition. C'est d'ailleurs la suppression de la liberté de la presse par ordonnance qui mit le feu aux poudres des

jours de juillet 1830. En prenant pied sur ce « continent englouti » de la première presse socialiste, dont l'originalité et la modernité politique demeurent parfois sidérantes, on repère, parmi d'autres, le premier journal féministe, *La Femme Libre*, dont le premier numéro paraît en août 1832. Ce périodique « écrit, dirigé, financé et organisé exclusivement par des femmes, toutes issues du mouvement saint-simonien » inaugure une nouvelle pratique d'écriture journalistique et politique et se « présente comme un espace de réflexion de femmes plutôt que sur les femmes ».

Les « recompositions » de la période 1836-1847 permettent de saisir les différentes routes alors arpentées par celles et ceux qui s'inscrivent dans les univers socialistes : « Étienne Cabet ne songe plus à conspirer ou à faire la révolution : il rassemble autour de lui les partisans d'un communisme pacifique et austère. Pierre Leroux s'est éloigné d'un saint-simonisme aux abois après 1831 et il approfondit désormais un socialisme conçu comme une religion de l'humanité. Philippe Buchez, avocat d'un socialisme chrétien, se prononce pour une coopérative de producteurs. Flora Tristan s'engage en faveur de l'union ouvrière. Victor Considérant retient surtout de Fourier les idées de réforme sociale sans révolution... »

Pour ces premiers socialistes, les avis divergent en effet sur les questions d'association et de communauté, sur leurs extensions respectives, comme sur la manière d'assembler liberté, égalité et fraternité, ou encore de concevoir le spectre qui va du déisme au matérialisme en passant par le spiritualisme ou l'indifférence religieuse. Mais tous demeurent persuadés qu'ils ne peuvent se passer des journaux qui foisonnent alors pour

Parmi les publications les plus emblématiques, on trouve notamment *Le Populaire*, de Cabet. Après son exil à Londres, il repense radicalement son rapport à la Révolution française, qui demeure la matrice, discutée et disputée, de la grande majorité de ces premiers socialistes. Hanté par le spectre de toute violence politique et la terreur de l'an II, Cabet écrit alors son *Voyage en Icarie* où il affirme : « Si je tenais une révolution dans ma main, je la tiendrais fermée, quand même je devrais mourir en exil. » Pour lui, « le recours à la presse pour éclairer la volonté nationale, la propagande légale et pacifique de l'idéal démocratique, l'éducation politique et la moralisation de tous les citoyens sont les seuls moyens possibles de créer du progrès ».



Mais une des expériences les plus intéressantes, en ce qu'elle articule théorie et pratique, est celle de L'Atelier, journal d'ouvriers pour les ouvriers, qui mène ses propres séries d'enquêtes sur les salaires, l'hygiène dans les ateliers et les conditions de vie de la main-d'œuvre et fait régulièrement état de son fonctionnement interne. « Pour y participer, il faut vivre de son travail et être parrainé par deux des fondateurs qui se portent garants de la moralité de l'ouvrier.

Les membres du comité de rédaction sont élus chaque semaine par les actionnaires, la profession de chacun est mentionnée et le journal se décrit comme ouvert à tous les membres de la classe ouvrière désireux d'apporter leur contribution. L'unique condition est le respect de la ligne éditoriale. Il ne s'agit pas de faire du journal un bric-à-brac où chacun développerait ses opinions personnelles ; d'ailleurs, les articles ne sont pas signés car ils sont considérés comme le fruit d'une pensée collective. »

Où l'on apprend une fois encore qu'une pratique radicale n'est pas forcément synonyme de pensée radicale, et vice-versa, puisque L'Atelier, sans

doute le plus horizontal et coopératif des journaux de cette époque, imprime des textes témoignant d'une forte modération politique, qui se retrouve dans un appel récurrent à la morale et à la religion, au point de considérer le retour au christianisme comme un préalable à toute réforme économique ou politique...

La dernière période étudiée s'intitule Épreuves. Succès, échecs, exils, et couvre la période 1848-1860, pendant et après les révolutions de février et juin 1848, « indissociables d'une expérimentation de la citoyenneté qui se fait dans et par le journal ». Sur les onze membres du gouvernement provisoire, quatre appartiennent d'ailleurs au comité de rédaction du journal républicain La Réforme, dont Ferdinand Flocon, son rédacteur en chef. Un printemps socialiste et journalistique qui bourgeoine avant que 24 quotidiens soient supprimés après le coup d'État du 2 décembre 1851 et que le Second Empire soit l'époque de la multiplication des journaux non politiques. La IIIe République qui lui succède, tout en posant les fondements de la loi sur la liberté de la presse que nous connaissons, réarticule les liens entre journalisme, socialisme et expérimentations politiques et sociales, après que les événements de la Semaine sanglante, qui referment la Commune en mai 1871, ont entériné la rupture entre « le républicanisme socialiste et le républicanisme modéré ».

Les auteurs relèvent eux-mêmes le fait qu'il « pourrait sembler étrange voire désuet, de se concentrer sur l'histoire des socialismes telle qu'en rend compte la presse française » dans les deux premiers tiers du XIXe siècle, mais estiment qu'il existe là une ressource politique et intellectuelle potentiellement précieuse pour notre présent. « Comme ces décennies révolutionnaires qui ont vu naître à la fois le capitalisme industriel, les grandes idéologies émancipatrices et la presse de masse, la période actuelle est un moment charnière où, pour continuer d'inventer l'avenir, nous allons devoir forger un nouvel espoir conforté par un savoir rigoureux sur l'émancipation. » Un vaste programme et un copieux ouvrage à poser sur le bureau de François Hollande à côté des bougies de son troisième anniversaire d'accession à l'Élysée...

Quand les socialistes inventaient l'avenir. Presse, théories et expériences, 1825-1860. Sous la direction de Thomas Bouchet, Vincent Bourdeau, Edward Castleton, Ludovic Frobert et François Jarrige. Éditions La Découverte. 25 euros.

III) Réforme de la politique familiale : l'État donnera moins aux plus riches



Près de 2,1 millions de familles percevraient en moyenne 67 euros de plus par mois d'ici 2018, grâce aux réformes de la politique familiale. (Crédits : Reuters)

latribune.fr

Entre 2014 et 2018, la réforme de politique familiale appliquée par le gouvernement devrait entraîner une hausse de revenu pour 2 millions de familles et des pertes pour 3 millions d'autres, estime la Cnaf.

Les réformes de la politique familiale mises en œuvre en 2014 et programmées cette année devraient entraîner d'ici 2018 une perte de revenus pour 3,2 millions de familles. En revanche, près de 2,1 millions de familles plus pauvres seront gagnantes, selon Caisse nationale d'allocations familiales (Cnaf), dans son étude mensuelle sur "les effets redistributifs des réformes récentes", publiée mardi 5 mai.

Au total, en France métropolitaine, ces réformes génèreraient pour l'État une économie de 860 millions d'euros.

67 euros supplémentaires par mois pour les familles bénéficiaires

Certaines mesures comme la majoration du complément familial pour les familles nombreuses ou la revalorisation de l'allocation de soutien familial destinée aux familles monoparentales ont contribué à l'accroissement des transferts vers les familles les plus vulnérables.

Près de 2,1 millions de familles percevraient en moyenne 67 euros de plus par mois d'ici 2018. Parmi elles, six sur dix appartiendraient aux deux plus bas déciles de niveau de vie (inférieur à 1.138 euros par mois) et concentreraient 73% des gains financiers. À noter que les familles monoparentales représenteraient 52% des familles gagnantes.

Cependant, certains ménages plus modestes verront également leur revenu diminuer, notamment en raison des réformes de la prestation d'accueil du jeune enfant (non revalorisation de l'allocation de base et de la prime à la naissance). La perte moyenne de ces familles ne serait toutefois que de 17 euros par mois.

Jusqu'à 129 euros de pertes par mois pour les familles les plus riches

A contrario, plusieurs mesures conduisent à réduire l'aide versée aux familles les plus aisées. Environ 3,2 millions de familles verraient leur revenu disponible diminuer en moyenne de 67 euros par mois, selon les estimations de l'étude. La moitié d'entre elles appartiennent aux trois plus hauts déciles de niveau de vie (supérieur à 2.130 euros par mois), qui concentrent 86% des pertes financières totales. Pour les 20% des familles les plus riches, la perte moyenne serait de l'ordre de 129 euros par mois.

Ces pertes s'expliquent en partie par la baisse du plafond du quotient familial intervenue en 2014. Elle concernerait 1,4 million de ménages, appartenant pour 85% d'entre eux aux 20% des familles les plus riches. Leur impôt augmenterait en moyenne de 71 euros par mois.

La modulation des allocations familiales en fonction des revenus, qui entrera en vigueur au 1er juillet, entraînerait de son côté des réductions pour environ 485.000 ménages, soit 10% des bénéficiaires des allocations familiales, pour une perte moyenne de 127 euros par mois.

(Avec AFP)

LAPRESSEENREVUE.EU

IV) Le nivellement par le haut de Najat Vallaud-Belkacem



Pascal Fayolle/SIPA



Romain Blachier

Alors que "Marianne" consacre sa une de cette semaine à "la réforme stupide du collège", Romain Blachier vole au secours de sa camarade ministre de l'Education nationale. Elu socialiste de Lyon (comme le fut Najat Vallaud-Belkacem elle-même), il estime que sa réforme n'a qu'un objectif : "Rendre le savoir disponible à un plus grand nombre". Quant à ceux qui osent la critiquer, ils lui rappellent, écrit-il, ces membres "de la droite la plus conservatrice de l'époque de Jules Ferry qui, face à l'éducation obligatoire, parlait déjà de nivellement par le bas". Rien de moins !

J'aime profondément notre pays, son positionnement unique dans le monde, sa richesse intellectuelle et son art de vivre. Mais je suis de plus en plus agacé par l'incohérence de son débat public. Dans cette nation où, comme le disait le grand Charles Péguy, « le plus avare est le plus dépensier ».

Voici donc un pays dont le grand nombre demande l'égalité de traitement de tous ses citoyens, à commencer par celle entre les plus jeunes, ceux qui fréquentent ce grand service public de l'Education nationale, ceux qui sont appelés plusieurs jours par semaines entre les bras de l'instruction républicaine. Voici donc un pays qui déplore qu'on parle mal les langues étrangères et puis celle de Bélisaire à la sortie de ses cursus scolaires. Qui déplore qu'on apprécie si peu et si mal et les talents des discours de Cicéron et les pensées de Kant en version originale. Voici donc un pays qui déplore qu'il y ait, entre l'école primaire et le lycée, un étage à la fusée scolaire qui soit sujet de tant de soucis : le collège. Un étage où, de plus, on déplore que les élèves, tels de vulgaires traders, se comportent en barbares égoïstes, manquant de sens civique et de sens commun.

Il serait donc souhaitable que le gouvernement puisse résoudre les requêtes du pays qui demande

cela. Et qui déplore ceci. Cela tombe bien, une ministre, Najat Vallaud-Belkacem, énergique et moins encombrée de bureaucrates interchangeables que d'autres membres du gouvernement, a décidé de répondre à ces attentes.

En renforçant l'enseignement des langues vivantes, notamment l'allemand, pour tous nos collégiens. Oui, tous. Là où auparavant les options linguistiques renforcées étaient l'apanage de seulement une dizaine de pour cent d'élèves, tous en bénéficieront. Du coup, ces classes renforcées pour quelques-uns ne serviront plus puisque la chose sera étendue à tout le monde. Important à l'heure où ces futurs professionnels et citoyens seront bien plus confrontés au monde que nombre de générations précédentes.

Il est donc pour le moins curieux que certains trouvent que rendre le savoir disponible à un plus grand nombre soit un nivellement par le bas. De quoi nous rappeler une partie de la droite la plus conservatrice de l'époque de Jules Ferry. Une droite de l'époque qui, face à l'éducation obligatoire, parlait déjà de nivellement par le bas.

On rassure ceux qui n'utilisent les langues rares que pour contourner la carte scolaire : il existe des options coréen, pour la plupart étrangement situées dans les beaux quartiers de Paris. Quand au civisme et à l'éducation commune, dont tout le monde, à commencer par les ennemis les plus jurés de la ministre, déplore l'absence, leur apprentissage fera leur entrée, dès la rentrée prochaine, dans les deux niveaux de l'enseignement secondaire.

Et puis finissons sur la réforme des langues anciennes. Dans laquelle de féroces adversaires voient un second meurtre de Jules César, une nouvelle peste de Périclès. Là encore, comment, sans mauvaise foi excessive, y voir un recul des savoirs ? Najat Vallaud-Belkacem entend y consacrer le même nombre d'heures qu'avant. Tout en retournant aux origines de l'enseignement du latin et du grec : il ne s'agit pas de se contenter d'un alignement de techniques grammaticales mais de former surtout les élèves à la connaissance de civilisations et de pensées constituant un socle majeur de notre propre civilisation, de notre démocratie, de notre culture. Aligner certes les déclinaisons du premier groupe mais aussi et surtout faire comprendre une part de nos racines à nos jeunes esprits. A pedibus usque ad caput.

V) Financement du FN : le microparti de Marine Le Pen, Jeanne, mis en examen



© AFP

Les choses se compliquent pour Marine Le Pen dans l'enquête sur le financement des campagnes du Front national: le microparti dirigé par ses proches, Jeanne, a été mis en examen, notamment pour escroqueries lors des législatives de 2012.

Interrogée en déplacement à Prague, Marine Le Pen a relativisé ce développement de l'enquête, parlant d'"une mesure administrative absolument classique". "Je persiste à vous dire que nous n'avons rien à nous reprocher", a ajouté la présidente du FN.

Mais avec sept mis en examen, dont plusieurs de ses proches et deux personnes morales, Jeanne et Riwal, la société qui conçoit et réalise l'essentiel des documents de propagande du FN, l'enquête devient de plus en plus gênante pour le parti d'extrême droite, déjà secoué par la rupture entre Marine et Jean-Marie Le Pen.

Outre ce dossier de financement, le mouvement voit le front des affaires prendre de l'importance, avec une autre enquête sur l'emploi litigieux de ses assistants au Parlement européen et des soupçons sur le patrimoine de Jean-Marie Le Pen et sur l'existence d'un compte en Suisse.

Jeanne, qui était représentée par son secrétaire général également vice-président du FN, Jean-François Jalkh, a été mise en examen mardi pour acceptation par un parti politique d'un financement provenant d'une personne morale, en l'occurrence Riwal, et escroqueries lors des législatives de 2012, a précisé une source proche du dossier à l'AFP.

Les juges d'instruction et la brigade financière soupçonnent des responsables de Jeanne et de Riwal d'avoir mis en place un système frauduleux

d'enrichissement avec de l'argent public.

Kits de campagne

Considéré comme le microparti de Marine Le Pen, qui n'apparaît toutefois pas dans ses statuts, Jeanne joue un rôle de premier plan dans le financement des campagnes frontistes. Lors des législatives de 2012, la structure prêtait de l'argent à une grande majorité des 577 candidats FN, tout en leur fournissant elle-même des kits de campagne (photos, tracts...) fabriqués par Riwal pour environ 16.000 euros le kit.

Ce système, utilisé par 525 candidats selon une source proche du dossier, leur aurait été présenté comme obligatoire, ce qu'a démenti en février Marine Le Pen.

"Mais si vous demandez un financement, il est assez légitime que Jeanne se pose la question de savoir si ce financement va bien servir à mener une campagne, et pas à acheter une voiture ou faire autre chose", avait-elle ajouté en évoquant un "circuit totalement transparent".

Les enquêteurs soupçonnent au contraire ce mécanisme complexe et en vase clos d'avoir permis à la société Riwal, dirigée par un proche de Marine Le Pen, Frédéric Chatillon, de charger l'addition au préjudice final de l'Etat, qui rembourse les frais de campagne. D'où les mises en examen pour escroqueries de Jeanne, Riwal, Frédéric Chatillon et du trésorier du microparti, Axel Loustau, qui apparaît aussi comme actionnaire de Riwal. Les deux hommes sont des anciens du GUD, le syndicat étudiant d'extrême droite.

Autre sujet d'investigation, les conditions dans lesquelles Jeanne a facturé des intérêts à ses candidats avant que ces mêmes intérêts ne soient, eux aussi, remboursés par l'Etat, en tout cas partiellement.

Axel Loustau a déjà démenti par le passé toute "surfacturation" ou "vente forcée" des kits de campagne. Le FN s'est toujours défendu de toute irrégularité, en faisant valoir que "rien ne s'oppose" à ce que Jeanne "prête à des candidats aux élections", même avec intérêts, et que ses comptes ont été validés par la commission nationale des comptes de campagne (CNCCFP). C'est cette autorité qui avait, au départ, signalé les faits au parquet de Paris.

LAPRESSEENREVUE.EU

Au total, le préjudice pourrait atteindre "plusieurs millions d'euros", estime une source proche du dossier. La fraude aurait aussi permis à Riwal d'accorder des aides financières au FN et à Jeanne, alors que la loi interdit le financement des partis politiques par des entreprises.

publicsenat.fr

VI) Crédit lyonnais : Bernard Tapie de nouveau mis en examen

Le Point

L'homme d'affaires a été mis en examen mercredi pour détournement de fonds publics dans l'affaire de l'arbitrage controversé avec le Crédit lyonnais.



L'homme d'affaires Bernard Tapie.

SOURCE AFP

L'homme d'affaires Bernard Tapie a de nouveau été mis en examen mercredi, pour détournement de fonds publics, dans l'affaire de l'arbitrage controversé qui lui a accordé plus de 400 millions d'euros dans son litige avec le Crédit lyonnais, a-t-on appris de source judiciaire. Contactés par l'AFP, ni l'homme d'affaires ni son avocat n'ont souhaité faire de commentaire. Cette nouvelle mise en examen, pour "détournement de fonds publics par une personne privée", s'ajoute à celle pour escroquerie en bande organisée notifiée à Bernard Tapie en juin 2013 et à cinq autres personnes dans ce dossier. Récemment, des sources proches du dossier ont expliqué que la qualification des faits pourrait évoluer.

Les juges d'instruction du pôle financier de Paris

soupçonnent que la sentence prononcée par le tribunal arbitral en juillet 2008 soit le fruit d'un "simulacre". En cause, notamment, les relations cachées entre Bernard Tapie, l'un de ses avocats Maurice Lantourne et un des trois juges arbitres, l'ancien magistrat Pierre Estoup, eux aussi mis en examen. Ce dernier est soupçonné d'avoir orienté la sentence en faveur de Bernard Tapie. L'arbitrage, rendu en juillet 2008 par trois personnalités choisies par les parties, devait mettre un terme à cette longue affaire où l'ancien ministre de la Ville et ex-président de l'OM se dit escroqué par la banque. Objet du litige : la vente d'Adidas, que Bernard Tapie avait racheté avant de s'en défaire en 1993.

La sentence arbitrale avait donné lieu à une vive polémique autour du choix de renoncer à la justice ordinaire et sur le montant des sommes allouées, 403 millions d'euros, intérêts compris, dont 45 au titre du seul préjudice moral. Deux ans plus tôt, la Cour de cassation avait cassé un arrêt de la cour d'appel de 2005 indemnisant Bernard Tapie à hauteur de 135 millions d'euros.

La sphère politique

Sont aussi mis en examen pour escroquerie en bande organisée : Stéphane Richard, l'ancien directeur de cabinet de la ministre de l'Économie Christine Lagarde, aujourd'hui patron d'Orange ; Jean-François Rocchi, l'ancien patron du CDR, la structure qui avait hérité du passif du Crédit lyonnais, et Bernard Scemama, qui dirigeait à l'époque des faits l'EPFR, structure chapeautant le CDR. Quant à l'ancienne ministre de l'Économie Christine Lagarde, aujourd'hui à la tête du FMI, elle a été mise en examen pour négligence dans le volet instruit par la Cour de justice de la République.

Des sources ont récemment expliqué à l'AFP que la qualification d'escroquerie en bande organisée n'était pas adaptée à tous les protagonistes, notamment ceux agissant dans la sphère politique.

Le Point.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VII) Après trois ans de mandat, François Hollande à la recherche du temps perdu

Par Jefferson Desport

Le chef de l'État fête ce mercredi ses 3 ans de mandat avec en ligne de mire 2017. La course contre la montre est lancée



Le président a clairement lié son sort à une embellie sur le front nuageux de l'emploi. © Y. VALAT/AFP

Ce mercredi François Hollande fête les trois ans de son élection à la présidence de la République. Mais sans avoir encore réalisé la grande promesse de ses débuts à l'Élysée : inverser la courbe du chômage. Si son propos est devenu beaucoup plus mesuré sur le sujet, l'éclaircie tant attendue ne s'est toujours pas dessinée. En mars, le nombre de demandeurs d'emploi a ainsi atteint un nouveau record : 3,51 millions. Un chiffre qui, en incluant l'Outre-mer, s'élève même à 3,77 millions. **Une consolation cependant : malgré cet échec cuisant, les Français ont retrouvé le moral.** Selon une enquête de l'Insee publiée mardi, la confiance des ménages a atteint en avril son plus haut niveau depuis janvier 2010.

"On sent qu'il y a une amélioration. Les Français vont le constater dans leur poche, en septembre, avec la suppression de la première tranche d'imposition sur le revenu."

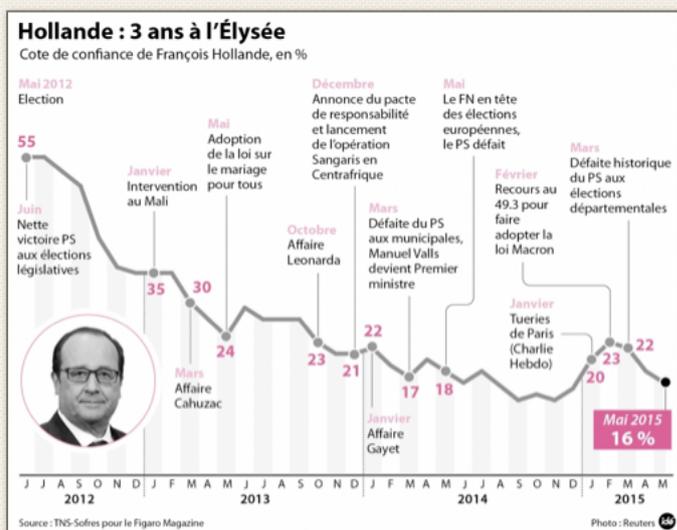
Florent Boudié, député PS du Libournais

Quelles cartes restent à jouer ?

Dès lors, quel peut être le prochain acte du quinquennat, dans la mesure où le chef de l'État a déjà joué la carte du "tournant" ? "Le débat n'est pas là", tranche l'un de ses visiteurs du soir, Florent Boudié, le député PS du Libournais. "Il ne s'agit pas d'inventer tous les matins un nouveau souffle. On a connu ça dans le passé, avec des

ruptures tous les six mois..." Traduction, et ce n'est pas une surprise : **François Hollande va maintenir son cap. Et, quelque part, croiser les doigts.** "La clé des deux ans qui viennent, poursuit l'élus girondin, ce sont les résultats économiques et sociaux. On sent qu'il y a une amélioration. Les Français vont le constater dans leur poche, en septembre, avec la suppression de la première tranche d'imposition sur le revenu dans 9 millions de foyers fiscaux. Mais c'est vrai que, sur le chômage, les résultats se font attendre."

Une certitude : pour envisager une candidature en 2017, François Hollande, qui depuis le début de l'année multiplie les déplacements sur le terrain, aura besoin de ce rebond, et pas seulement d'un frémissement printanier laissant entrevoir, comme l'a annoncé le FMI, une légère hausse de la croissance pour 2015 (1,2 %, contre 0,4 % l'an dernier).



© Photo Idé

Une course contre la montre

En effet, même si ses conseillers s'en mordent encore les doigts, le président a clairement lié son sort à une embellie sur ce front nuageux de l'emploi. Et, le moment venu, à droite comme à gauche, personne ne l'oubliera. Pour Florent Boudié, "C'est une parole de vérité. François Hollande a précisé quel était pour lui l'un des critères de son avenir.

Ce n'est pas une maladresse. Il a bien conscience que, pour se représenter, il devra avoir un bilan. Il ne pourra pas se contenter de dire qu'il a engagé des actions." À vingt-quatre mois du terme de son mandat, c'est donc une véritable course contre la montre qui s'ouvre.

Que faire des frondeurs ?

Un pari d'autant plus osé que, dans cette dernière ligne droite, il faudra aussi ramener l'unité au sein du Parti socialiste et renouer avec les écologistes, les communistes et –si possible– le Parti de gauche. Car, si les taux d'intérêt, l'euro et le prix du pétrole ont baissé, il n'a toujours pas convaincu son aile gauche du bien-fondé de sa politique. Et ce n'est pas le nouveau succès commercial du Rafale à l'étranger, ni le ralliement tactique de Martine Aubry à Jean-Christophe Cambadélis, le patron du PS, pour le prochain congrès du parti début juin à Poitiers, qui inciteront les frondeurs à faire profil bas.



Martine Aubry (à droite) a fini par rallier la motion de Jean-Christophe Cambadélis, en perspective du congrès du PS de Poitiers, en juin. © Photo archives AFP DENIS CHARLET

"L'idée n'est pas de faire le bilan du président, explique Marie-Noëlle Lienemann, sénatrice PS de Paris, mais de se projeter vers les deux ans qui viennent."

Marie-Noëlle Lienemann

En effet, si la maire de Lille a choisi de rentrer dans le rang et de mettre entre parenthèses ses critiques contre le gouvernement, eux **réclament toujours une réorientation de sa politique.** Un thème sur lequel Christian Paul, leur chef de file, et ses camarades de la motion B (Hamon, Baumel...) font clairement campagne auprès des militants pour tenter de prendre la tête du PS. Et faire plier Manuel Valls autrement qu'en le forçant à recourir au 49-3, comme ce fut le cas pour la loi Macron.

Cadeau "d'anniversaire"

Dans cette perspective, mercredi –jour anniversaire de l'élection de François Hollande, donc–, ils **dévoileront le calendrier des réformes qu'ils veulent voir mises en œuvre** : "L'idée n'est pas de faire le bilan du président, explique Marie-Noëlle Lienemann, sénatrice PS

de Paris, mais de se projeter vers les deux ans qui viennent." Et montrer qu'une autre voie est possible.



Marie-Noëlle Lienemann à la Fête de la rose de Cognac en août dernier.© Photo archives Anne Lacaud

Parmi leurs demandes figure notamment un plan d'investissements à court terme : "Il nous faut une vraie relance, plaide-t-elle, sinon il n'y aura pas d'amélioration significative de l'emploi ni de remontée du pouvoir d'achat, deux conditions essentielles pour retrouver la confiance des Français. Nous demandons au gouvernement de réinjecter de l'argent dans l'économie. **Le bâtiment et l'artisanat ne peuvent attendre plus longtemps.**" Pas sûr que ce train de mesures soit offert avec son emballage cadeau...



VIII) Après trois ans de Hollande, le contre-projet des frondeurs du PS

Par Nicolas Chapuis

C'est leur façon de fêter les trois ans du quinquennat Hollande. En vue du congrès du PS à Poitiers du 5 au 7 juin, la motion B, qui regroupe l'aile gauche et les frondeurs du parti, a présenté mercredi 6 mai son « agenda des réformes » pour les deux ans à venir. Une sorte de contre-projet, à rebours de la politique gouvernementale, qu'ils entendent soumettre au vote des militants le 21 mai.

http://www.dailymotion.com/video/x2p6a4y_hollande-a-l-elysee-depuis-3-ans-le-bilan-est-peu-glorieux_news

Pour Christian Paul, député de la Nièvre et premier signataire de la motion, il s'agit d'un « moment clé » dans sa campagne : « On veut montrer qu'on n'est pas condamné à l'impuissance, on veut faire mentir ceux qui pensent que le quinquennat est vitrifié et que plus rien ne va bouger dans les deux ans qui viennent. » L'agenda qui décline toutes les réformes à mener, mois après mois, se veut « une démonstration crédible qu'il y a des marges de manœuvres considérables ».

Investissement, classes populaires et « République »



Christian Paul, député PS de la Nièvre, devant l'Assemblée nationale le 2 avril. JOEL SAGET / AFP

Sans surprise le texte défend une réorientation du pacte de responsabilité, principale demande des députés frondeurs depuis plus d'un an. « Il s'agit de passer d'une politique de l'offre à un pacte d'investissement avec des contreparties pour les entreprises », détaille M. Paul. La motion B propose ainsi d'enterrer le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) et de le remplacer par un nouveau crédit d'impôt davantage tourné vers la recherche et l'investissement. L'impôt sur les sociétés serait, lui, modulé pour favoriser l'investissement.

Ils suggèrent de dégager des marges en faisant payer les entreprises avec le rétablissement de la contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S) et la prorogation de la contribution exceptionnelle d'impôt sur les sociétés pour les grandes entreprises. L'argent serait notamment réutilisé pour « améliorer les conditions de vie des classes populaires et moyennes », par le biais d'une réforme fiscale (instituant par exemple un barème progressif pour la CSG), la fin du gel du

point d'indice des fonctionnaires et un plan d'urgence pour la jeunesse.

Par ailleurs, un « plan République », qui redonnerait des marges aux collectivités locales pour soutenir la politique de la ville, serait mis en place. Des mesures en faveur du budget de la culture et du traitement des professeurs des écoles sont aussi proposées. Enfin, l'agenda des réformes plaide pour une loi bancaire ambitieuse et un renforcement de la lutte contre l'évasion et l'optimisation fiscale.

« On est largement dans le cadre des engagements »

Le document s'agrément d'un tableau budgétaire pour expliquer le financement des mesures. « On est largement dans le cadre des engagements de la France » vis-à-vis de Bruxelles, estime Christian Paul. Le député de la Nièvre assure qu'un tel programme permettrait de ressouder la majorité, et notamment de retisser des liens avec les partenaires écologistes et communistes.

Pas sûr en revanche qu'il permette de ressouder le PS. Les propositions vont peu ou prou à contresens de tout ce qui a été voté depuis un an par la majorité à l'Assemblée nationale. « Cet agenda est fidèle aux promesses de 2012 et il offre des solutions pour la suite », rétorque Christian Paul. Les frondeurs ont d'ailleurs hésité sur le moment opportun de publication de ce programme, entre le 6 mai, jour de l'élection de François Hollande, et le 7 mai, date à laquelle sera élu le prochain président en 2017.

A Suivre...
La Presse en Revue



Nicolas Chapuis
Journaliste au service Politique

lemonde.fr